

**Une évolution de certains de ces textes est proposée dans la suite du présent document (cf. § 3.1 et § 3.2)<sup>1</sup>.**

On rappelle que les normes de produits structuraux en béton s'appuient sur la norme NF EN 13369 qui elle-même renvoie à la norme NF EN 206/CN lorsque cela est nécessaire. Les dates des références normatives indiquées dans les normes de produit doivent être prises en compte pour identifier les versions des normes NF EN 206/CN et NF EN 13369 applicables.

Pour les produits en béton disposant de normes contenant en elles-mêmes toutes les spécifications nécessaires, il convient de se référer à la norme du produit en béton concernée.

### ■ 1.3.1. Normes NF EN 206/CN et NF EN 13369

Concernant les granulats recyclés et les granulats récupérés, la norme NF EN 13369 s'appuie sur la norme NF EN 206/CN qui distingue :

**– les granulats récupérés :**

- par lavage du béton frais.
  - o la réutilisation est possible jusqu'à 5 % de la quantité totale de granulats. Au-delà, la réutilisation est possible si un criblage est effectué en séparant les sables et les gravillons et s'il y a conformité à la norme NF EN 12620+A1 ;
- par concassage du béton durci qui n'a pas été précédemment utilisé en construction ;
  - o lorsque la quantité de granulats récupérés par concassage représente plus de 5 % (en masse) de la quantité totale de granulats, les granulats récupérés doivent être traités comme des granulats recyclés ;

**– les granulats recyclés résultant de la transformation de matériaux inorganiques antérieurement utilisés dans la construction.**

- seule une partie des granulats recyclés conformes aux normes NF EN 12620+A1 et NF P 18-545 sont aptes à l'emploi dans les bétons. Les limitations applicables aux granulats naturels s'appliquent également aux granulats recyclés (voir Tableau 2 ci-après). Le principe consiste d'abord à analyser la composition des granulats selon l'échelle suivante (voir Tableau 2 ci-après).

1. Dans le cadre de l'engagement pour la croissance verte relatif à la valorisation et au recyclage des déchets inertes du BTP, signé entre l'Etat, l'UNICEM, l'UNPG et le SNBPE le 27 avril 2016, l'Etat s'est engagé à « soutenir, après analyse de leur pertinence, les évolutions issues du projet RECYBETON au sein des comités techniques de l'AFNOR ».